

Mentions légales

Informations relatives à l'éditeur et au fonctionnement du site de l'Académie de Bijouterie Joaillerie.

Site concerné : <https://academiedebijouteriejoaillerie.com/> | Version du 17 août 2026

1. Éditeur du site

Le site est édité par Académie de Bijouterie Joaillerie (ABJ), société à responsabilité limitée (SARL) au capital social de 4 000 euros.

Siège social : 68 rue de la Fraternité, 93170 Bagnolet, France.

SIREN : 909 705 006 - SIRET du siège : 909 705 006 00023 - RCS Bobigny : 909 705 006 - TVA intracommunautaire : FR48 909705006.

Courriel : contact@academiedebijouteriejoaillerie.fr - Téléphone : 06 85 83 07 33.

Numéro de déclaration d'activité d'organisme de formation : 11930958093, enregistré auprès du préfet de région d'Île-de-France. Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État.

Certification Qualiopi au titre de la catégorie d'action : actions de formation.

2. Direction de la publication

Directeurs de la publication : Yasmina Redjai et Vu Ha, en qualité de cogérants de l'Académie de Bijouterie Joaillerie.

3. Hébergement

Le site est conçu, publié et hébergé au moyen de la plateforme Framer.

Hébergeur : Framer B.V., société enregistrée aux Pays-Bas sous le numéro 59920637, Rozengracht 207B, 1016 LZ Amsterdam, Pays-Bas.

Contact de l'hébergeur : legal@framer.com - <https://www.framer.com/contact/>. Framer ne publie pas de numéro téléphonique général de support sur ses pages légales.

4. Propriété intellectuelle

Sauf mention contraire, la structure du site, les textes, photographies, vidéos, illustrations, logos, éléments graphiques, documents téléchargeables, programmes et contenus pédagogiques sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle et appartiennent à l'ABJ, à ses formateurs ou à leurs auteurs respectifs.

Toute reproduction, représentation, adaptation, extraction, diffusion ou exploitation, totale ou partielle, sur quelque support que ce soit, est interdite sans autorisation écrite préalable du titulaire des droits, sauf exceptions prévues par la loi.

La dénomination, le sigle et le logo ABJ ne peuvent être utilisés sans autorisation écrite préalable.

5. Contenus et responsabilité

L'ABJ s'efforce de fournir des informations exactes et à jour. Les calendriers, tarifs, modalités de financement, conditions d'admission et contenus de formation peuvent toutefois évoluer. Seuls les devis, contrats, conventions et programmes transmis et acceptés par les parties ont valeur contractuelle.

L'ABJ ne saurait être tenue responsable d'une indisponibilité temporaire du site, d'une erreur technique, d'un cas de force majeure ou de dommages indirects résultant de l'utilisation du site. L'utilisateur reste responsable de son équipement, de sa connexion et de l'usage qu'il fait des informations accessibles.

6. Liens externes

Le site peut contenir des liens vers des sites ou services tiers. L'ABJ n'exerce pas de contrôle sur leurs contenus, leur disponibilité ou leurs pratiques en matière de données personnelles et ne peut en assumer la responsabilité.

7. Données personnelles et cookies

Les traitements de données personnelles réalisés à partir du site sont décrits dans la Politique de confidentialité de l'ABJ. Les cookies non strictement nécessaires ne doivent être déposés qu'après le consentement de l'utilisateur, recueilli au moyen du module de gestion des cookies du site.

8. Réclamations et médiation de la consommation

Toute réclamation peut être adressée à l'ABJ à l'adresse contact@academiedebijouteriejoaillerie.fr ou par courrier au siège social.

Après réclamation écrite préalable restée sans solution, le consommateur peut recourir gratuitement au médiateur de la consommation désigné par l'ABJ.

Médiateur désigné : Centre de la Médiation de la Consommation de Conciliateurs de justice (CM2C), 49 rue de Ponthieu, 75008 Paris - 01 89 47 00 14 - www.cm2c.net. Saisine en ligne : <https://www.cm2c.net/declarer-un-litige.php> ; par courriel : declarer-un-litige@cm2c.net. Adhésion de l'ABJ en cours jusqu'au 17 août 2029.

9. Droit applicable

Le site et les présentes mentions légales sont soumis au droit français. Sous réserve des règles impératives applicables, tout différend relève des juridictions françaises compétentes.